

FEMMES PAYSANNES D'AFRIQUE : UNE RENCONTRE...

Annette CORREZE

Le témoignage ci-dessous est celui d'une praticienne du développement : richesse d'une position dynamique, limites, nombreuses, d'approches trop rapides, superficielles, biaisées par le fait qu'elles ont lieu dans le cadre de la préparation ou de l'évaluation de « projets ». Cette pratique se situe au sein d'une équipe ; elle est marquée par un souci d'analyse dynamique des sociétés agraires et une orientation de travail qui privilégie l'appui aux stratégies paysannes, sans oublier qu'elles se développent dans un ensemble marqué par le pouvoir des Etats, les stratégies géo-politiques et les crises du système mondial.

UNE RENCONTRE : LE NIGER DES ANNÉES 1966-72

Mon travail se déroule dans le cadre d'un programme d'animation rurale conçu dans le contexte politique et idéologique de la post-indépendance : développement planifié et participation populaire au développement et dans un contexte économique où la culture de l'arachide, du coton et l'élevage fournissent les principaux revenus paysans et les principales ressources de l'économie nationale (l'uranium n'est pas encore entré en exploitation). Ces cultures connaissent un déclin rapide avec l'alignement des prix à l'exportation de l'arachide sur le marché mondial (1968) et les effets de la sécheresse intervenue au début des années 1970.

Le Service de la Promotion Humaine, auquel est rattachée l'Animation Rurale, intervient dans les domaines de la structuration et de la formation du monde paysan (le Niger en tant que Nation doit exister) et travaille à établir un dialogue paysans-services techniques (agricoles, forestiers, élevage, santé, éducation...) afin d'améliorer les « résultats » et « faire le développement ».

L'animation féminine, à la demande des paysans, doit transmettre aux femmes la bonne parole concernant les problèmes de santé, d'hygiène, de soins aux enfants... qu'ils estiment les concerner particulièrement. C'est une approche très classique qui est donc demandée aux « conseillères » que nous sommes, (une conseillère expatriée par département pour environ 500 000 hab.), assortie de recommandations de prudence dues au fait que nous agissons en milieu islamisé et

que les notables et les hommes sont un passage obligé pour atteindre les femmes.

C'est alors la découverte, progressive mais éclatante, d'une réalité sociale et économique assez différente des descriptions faites, du « dit » à propos des femmes par les responsables nationaux à tous les niveaux, les expatriés et les paysans eux-mêmes... A l'image formelle, normative, qui nous est donnée s'opposent très vite l'expression des attentes des femmes, les stratégies qu'elles développent pour faire face aux importants changements économiques et sociaux qui se produisent...

A travers les actions concrètes menées dans les villages nous rencontrons les faits qui éveillent notre curiosité, motivent notre désir de comprendre, au-delà des études nécessaires à nos interventions, comment fonctionne la société dans laquelle nous travaillons et comment y intervenir — puisque c'est notre fonction — en véritable support de stratégies humaines différenciées :

- La production agricole et les activités économiques apparaissent très vite au centre des préoccupations féminines : les actions en matière de santé, l'accès à l'eau... sont principalement discutées en termes de gain de temps, de contraintes levées vis-à-vis de la production agricole : « si ton enfant est malade, tu ne peux pas aller cultiver... ».

- Le travail des femmes sur le champ familial (dû pendant quatre jours par semaine) n'est plus exigé par les chefs de famille qui ne peuvent plus faire face aux obligations alimentaires et sociales et demandent aux femmes, à partir de leur production et de leurs revenus, de faire face elles-mêmes à une partie de ces obligations...

- Les femmes cherchent dans la transformation, le commerce, les services, des sources de revenus complémentaires et le temps devient une ressource fondamentale.

- Les revenus monétaires de l'arachide ou du coton ne sont plus redistribués selon les règles qui prévalaient au sein des unités domestiques mais de plus en plus souvent accaparés pour les besoins individuels des chefs de famille et largement ponctionnés par l'Etat.

- La recherche de l'argent, pour faire face aux besoins élémentaires, pour maintenir son statut social, pour entretenir des relations, est au centre des préoccupations : le *buki*, système de dons et contre-dons pratiqué entre femmes d'une même classe d'âge en milieu haoussa, est la grande préoccupation des femmes, pour cela on sacrifie même, s'il le faut, les semences...

- Il n'y a pas de groupe de femmes homogène : selon leur statut matrimonial, leur âge... elles n'ont pas la même capacité à développer des stratégies économiques et/ou sociales. La femme d'un marabout, qui a accès à beaucoup de terres, peut produire (ou faire produire) de l'arachide, vendre de l'huile et se procurer un revenu monétaire

important. La femme d'un paysan pauvre obtient un revenu en puisant de l'eau, en pilant le mil pour les autres...

- A des actions de vulgarisation concernant la fumure organique, les femmes opposent le fait qu'elles ne maîtrisent pas le foncier, que la parcelle qui leur est attribuée chaque année peut leur être retirée ou changée... Des enquêtes faites ultérieurement par une collègue montrent une progression significative d'achat de champs par les femmes, phénomène que nous continuons à enregistrer dans de nombreux pays...

- Face au problème de la baisse de fertilité, l'appropriation des déchets domestiques et de la fumure devient un sujet de conflit entre les hommes et les femmes...

- Du côté des hommes s'expriment des doléances profondes : les femmes vont au marché sans permission, elles prennent l'initiative du divorce et remboursent elles-mêmes la dot etc... : un ordre social s'effondre devant « l'autonomie » économique de plus en plus grande des femmes, elle-même rendue possible et nécessaire par les difficultés économiques que connaissent les sociétés paysannes.

- Enfin nous constatons que les femmes, productrices, sont laissées en dehors des interventions : la vulgarisation, le crédit, les systèmes d'approvisionnement les ignorent, le chef de famille est seul reconnu comme interlocuteur...

Ces changements s'expriment donc dans les différents domaines à travers lesquels est codifiée la position des femmes dans leur groupe : rapport au foncier, mobilisation du travail, obligations alimentaires et sociales, droits et devoirs liés au statut dans la famille, à l'âge etc... Ils sont accélérés, au moment où nous sommes sur le terrain, par l'effondrement des revenus liés à l'arachide, les fortes pressions monétaires qui s'exercent sur les paysans : impôts, taxes, la monétarisation accrue des échanges sociaux particulièrement développés chez les Haoussas avec lesquels nous travaillons.

UNE PRATIQUE... POURQUOI UN REGARD SPÉCIFIQUE SUR LES FEMMES ?

Les praticiennes ou chercheuses connaissent bien cette question et le reproche, souvent formulé, de faire du féminisme en isolant les femmes dans l'analyse ; mais le fait que ces dernières n'apparaissent jamais ou rarement dans les études nombreuses déjà réalisées n'est pour autant jamais considéré comme du machisme...

De notre expérience au Niger et des nombreuses missions réalisées depuis dans différents pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est, nous retenons l'idée — en forme de profession de foi — que s'il est impossible d'analyser la situation des femmes en dehors de l'inter-

dépendance économique et sociale, il est tout aussi impossible de comprendre les changements qui affectent les sociétés humaines sans identifier les stratégies de leurs différents acteurs : hommes, femmes, jeunes et leurs relations spécifiques.

Bien que « mercenaire » du développement et agissant dans la sphère des grands projets financés par les aides bilatérales ou multilatérales, je défends, nous défendons, une pratique qui se veut à l'écoute des différents acteurs sociaux dans le cadre d'une analyse globale n'excluant pas l'histoire : position idéologique peut-être, mais réaliste. Tout est dit désormais — ou presque — sur les échecs du développement. Mésestimer les stratégies humaines parce que l'analyse en est complexe est certainement l'un des grands facteurs explicatifs de ces échecs. Ignorer les femmes grâce auxquelles vivent et survivent (économiquement et socialement) de nombreuses communautés paysannes n'est plus possible.

A L'ÉCOUTE DES FEMMES : COMMENT ?

Les « découvertes » nigériennes, des échanges avec des praticiens et des chercheuses m'ont aidée à repérer un certain nombre d'indicateurs permettant d'analyser la position des femmes et les changements en cours. Cette analyse a pour but premièrement d'alimenter les réflexions au niveau des grandes orientations nationales de « développement » : problèmes fonciers, systèmes de vulgarisation, stratégies alimentaires... (mais il faut reconnaître que ce que l'on commence à savoir sur les femmes est encore peu pris en compte) et deuxièmement d'orienter, ou essayer d'orienter, les interventions pour qu'au moins elles ne compromettent pas et au mieux favorisent les stratégies déployées par les femmes, comme co-actrices au sein de leur groupe élargi, et à titre plus personnel, pour résister à la désagrégation des unités domestiques, à la rupture des grandes solidarités et échanges, à la main-mise masculine sur les revenus monétaires etc.

Les échanges avec les femmes se réalisent dans le cadre de séjours relativement courts, dans un cadre imposé par l'approche « projets », dont nous contestons par ailleurs la pertinence... Ils s'effectuent à travers des entretiens structurés, le plus souvent collectifs (groupes formels ou informels) et s'appuient sur une recherche documentaire. Ils portent sur des domaines concrets de la vie économique et sociale.

Notre « entrée » principale est le rôle des femmes dans les systèmes de production agricole et dans les autres domaines de la vie économique en milieu rural : elle permet de retrouver très vite les grands domaines de l'interdépendance : le foncier, les normes de

mobilisation du travail et des revenus, les obligations concernant la nourriture, la réalisation des rites sociaux-culturels, la reproduction... Le rôle des femmes est analysé en tenant compte des évolutions dans le temps et des contraintes qu'elles rencontrent. Des hypothèses de travail sont formulées pour lever ces contraintes.

L'enquête est menée le plus souvent au niveau de régions, homogènes ou non, de dimensions variables et lorsque cela est possible on établit un « zonage », une typologie des exploitations ou un échantillonnage raisonné qui permet de situer les données recueillies dans un ensemble plus vaste. Ce travail se déroule dans le cadre d'équipes pluri-disciplinaires, aux « entrées » différentes. Ce qui enrichit l'étude des différents problèmes par une vision spécifique, sans s'arrêter à cette spécificité. Nous avons dit ses limites.

DES CONSTANTES

A travers la très grande diversité des situations rencontrées, dans les pays, les groupes, parmi les femmes elles-mêmes, se dégagent quelques grandes constantes par rapport à la pratique du « développement » :

- Jusqu'à une époque très récente les femmes, productrices, ont été ignorées par les intervenants du développement (mais aussi par la plupart des chercheurs...) et ont vu leur situation se dégrader dans de nombreux cas : exclusion des nouvelles répartitions des ressources (terre, eau, revenus...), accroissement des charges au niveau vivrier et monétaire, transfert d'activités rémunératrices vers les hommes à travers les innovations technologiques, l'influence des prix et de l'organisation des marchés etc.

- Face à cette dégradation elles ont développé des stratégies très diversifiées, au prix d'un travail supplémentaire important auquel elles sacrifient tâches éducatives, formation, santé même (les centres sont souvent éloignés). Le facteur temps devient la contrainte essentielle.

- Le dynamisme économique des femmes — qui n'est pas un facteur biologique ou un a priori féministe ! — est un moyen de faire face, de façon de plus en plus solitaire, aux nécessités de la survie. Il entraîne des bouleversements importants au niveau de l'organisation sociale. Néanmoins, les femmes sont à l'articulation de comportements économiques profondément modifiés et de normes sociales anciennes fortement contraignantes. Pour nourrir leurs enfants — dont elles se sentent avant tout biologiquement et culturellement responsables — elles déploient — si elles en ont la possibilité — des trésors d'ingéniosité et de débrouillardise. Quand elles n'en ont plus la possibilité c'est l'éclatement total des unités familiales et une

vulnérabilité totale de chaque individu. Des évolutions en ce sens se dessinent ici ou là.

J'aurais aimé illustrer ces constats par les nombreuses situations concrètes étudiées à ce jour. Cela est difficile dans la mesure où, pour ne pas tomber dans l'anecdote, il faudrait pour chacune d'entre elles restituer le contexte... Deux faits récents peuvent illustrer ces propos :

- Au Rwanda, sur la crête Zaïre-Nil, un projet vise à installer de paysans en zone de haute-altitude afin d'alléger les densités humaines en moyenne altitude ou procurer de nouvelles terres à des paysans. On exigeait des paysans venus de moyenne altitude qu'ils abandonnent leurs parcelles, or celles-ci, comme notre étude l'a montré, sont nécessaires à leur survie. Certains ont alors développé une stratégie de résistance en utilisant la polygamie, présente dans cette partie du Rwanda, en installant une femme en haute-altitude et en gardant une en moyenne altitude. De la même façon d'ailleurs, en moyenne altitude, les paysans ont des femmes dans différents secteurs administratifs afin de préserver leurs droits fonciers.

Les femmes installées en haute-altitude, peu nombreuses encore, se retrouvent dans une situation très difficile, privées de certaines ressources, et doivent néanmoins assurer les cultures vivrières dans les deux zones, avec des déplacements importants. Les contraintes principales qu'elles expriment portent, de façon très significative, principalement sur la rupture avec l'environnement social et familial et l'incapacité où elles se trouvent de faire face aux obligations sociales : par exemple, elles n'ont plus de sorgho pour offrir aux nouvelles accouchées la bouillie rituelle et l'acheter coûte cher.

Ce fait est une illustration, parmi d'autres, que les finalités du développement, telles qu'elles sont vécues dans les différentes sociétés, sont avant tout socio-culturelles et que la logique de production proposée par la plupart des projets, ne tenant pas compte de ces réalités, est un facteur d'échec. Ces phénomènes sont plus sensibles chez les femmes, plus enracinées dans leur culture, moins imprégnées du langage « bon paysan », « paysan pilote » ou « progressiste » des hommes en contact depuis longtemps avec le monde de développeurs.

- Au Bénin, dans la province du Mono, les responsables de la structure d'encadrement du monde rural, les CARDER, débattent vivement du rôle des femmes dans la production agricole, la majorité d'entre eux conteste qu'il soit important.

160 femmes sont interrogées dans sept des onze districts qui composent la Province. 91,25 % cultivent des champs sur lesquels elles maîtrisent les décisions de production ; la moyenne est de 1,5 champ par femme dont la superficie se situe entre un quart et deux ha. Les cultures pratiquées sont des cultures vivrières et sont

très diversifiées, assurant dans cette zone une qualité certaine de l'alimentation.

Aux contraintes qu'elles rencontrent — problèmes de fertilité, d'approvisionnement en semences, de conservation de produits — la structure de vulgarisation n'a, pour le moment comme solution, en dehors de la production cotonnière, que la diffusion de semences sélectionnées de maïs, qui n'ont pas fait la preuve de leur fiabilité et en tout cas apparaissent plus vulnérables en cas de sécheresse.

Seules les femmes très peu nombreuses, cultivant du coton sont en contact avec cette structure ; il s'agit des femmes qui ont suffisamment de terres pour en réserver une partie à cette culture (ainsi la femme d'un notable en cultive deux ha...).

Ajoutons que les femmes se plaignent de l'augmentation de leur charge de travail au moment de la récolte par suite de l'extension de la culture cotonnière ce qui compromet pour certaines leur capacité à mener leurs activités alors qu'elles profitent peu des revenus du coton.

Lors de nos passages dans les villages la plupart des paysans ont souligné le rôle très important des femmes dans la survie économique et sociale. Une équipe de chercheurs bénino-néerlandais a par ailleurs mis en évidence que « les femmes jouent souvent un rôle important dans la sécurisation de la nourriture de base ». Ce rôle, on l'a vu, est minimisé par les cadres nationaux et les thèmes de vulgarisation (mais c'est vrai aussi pour les hommes) n'ont que peu à voir avec les besoins réels des producteurs. Peut-on parler de stratégies alimentaires sans chercher les moyens de permettre aux femmes aussi de mieux produire ?

Pour finir j'aimerais dire quel plaisir j'éprouve à entrer en relation avec les femmes paysannes d'Afrique qui m'impressionnent toujours, et depuis longtemps maintenant, par leur courage, leur gaieté, leur créativité, la vigueur qu'elles mettent à se défendre... De bons moments de rires et de complicités, malgré nos différences, c'est aussi cela les femmes et le développement.